



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 août 2004
Français
Original: espagnol

Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Points 117 et 156 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année

Questions relatives aux droits de l'homme

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettres identiques datées du 25 août 2004, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre la note officielle du Gouvernement révolutionnaire cubain, publiée le 22 août dernier (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 117 et 156 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Rodney **López Clemente**



**Annexe aux lettres identiques datées du 25 août 2004,
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de Cuba
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Note officielle du Gouvernement révolutionnaire cubain

Le 22 août 2004

Le 14 août dernier, le Ministère des affaires étrangères prenait l'opinion publique à témoin pour dénoncer des rumeurs qui couraient au sein de la mafia terroriste de Miami, selon lesquelles la Présidente du Panama, Mireya Moscoso, accorderait sa grâce aux terroristes détenus dans son pays, et qu'elle rendrait une décision dans ce sens entre le 15 et le 30 août.

Ces dernières heures, les rumeurs sur l'imminence de cette mesure en faveur des quatre terroristes anticubains se sont infiltrées au Panama et à Miami.

Dans les milieux contre-révolutionnaires de Miami, l'on assure que M^{me} Mireya Moscoso honorera l'engagement qu'elle a pris de gracier les terroristes dans les jours qui viennent, avant l'expiration de son mandat.

Des amis se trouvant au Panama ont confirmé ces rumeurs et assurent que la Présidente du Panama a déjà pris la décision de gracier les terroristes d'origine cubaine Luis Posada Carriles, Gaspar Jiménez Escobedo, Pedro Remón et Guillermo Novo Sampol, arrêtés, jugés et condamnés en République du Panama pour avoir tenté d'assassiner le camarade Fidel, à l'occasion du Sommet ibéro-américain qui s'est tenu dans ce pays. Cette tentative d'attentat, si elle avait abouti, aurait également pu coûter la vie à des centaines d'enfants de ce pays frère.

Le Gouvernement révolutionnaire cubain dénonce ce nouvel affront qui est fait au peuple cubain et affirme à nouveau que, si la grâce est effectivement accordée aux terroristes détenus au Panama, la responsabilité au regard de l'Histoire et les conséquences de cette décision inique retomberont entièrement sur la Présidente Mireya Moscoso et sur son gouvernement.

Le peuple cubain qui, depuis plus de quatre décennies, fait les frais du terrorisme le plus brutal, et en particulier les proches des quelque 3 000 morts et les milliers de blessés victimes d'actes de terrorisme, ne pourront jamais comprendre ce geste d'infamie et de trahison de M^{me} Moscoso.

La Présidente du Panama s'attirera l'opprobre et l'ignominie pour avoir mis en liberté des assassins reconnus coupables et des terroristes de la pire espèce. Elle entrera dans les annales de l'Histoire pour avoir fomenté le terrorisme et favorisé des criminels notoires d'origine cubaine.

L'infamie qui est sur le point de se commettre est une aberration, non seulement du point de vue politique, mais également du point de vue juridique; il convient en effet de signaler que, selon la législation panaméenne, l'octroi de la grâce est la prérogative du Président de la République, qui ne peut être exercée qu'après l'aboutissement de la procédure judiciaire et le prononcé d'une peine

ferme. Or, tel n'est pas le cas de la procédure engagée à l'encontre des terroristes susmentionnés, qui en est encore au stade de l'appel. En conséquence, accorder la grâce aux intéressés serait, en l'espèce, contraire à la législation du Panama.

Il est particulièrement édifiant de constater que les prétextes invoqués depuis le début par les avocats des terroristes à leur décharge, à savoir, leur âge avancé et la maladie, sont ceux-là mêmes que la Présidente du Panama entend invoquer pour justifier son geste prétendument humanitaire. Ce fait suffirait à lui seul pour confirmer l'origine des pressions et du chantage politique qui s'exercent dans cette affaire.

Les manœuvres perfides et fourbes dont on a usé pour tramer cette mesure de grâce sont la meilleure preuve de la corruption morale que cette décision incarne.

À maintes reprises, la mise en liberté des terroristes a été exigée de la Présidente Moscoso par la mafia contre-révolutionnaire de Miami et par les chefs des groupes terroristes qui y ont leur base d'opérations. On sait désormais que la sœur de la Présidente du Panama, Ruby Moscoso, est en permanence en contact avec le mouvement contre-révolutionnaire de Miami et qu'elle a joué un rôle clef dans les négociations en vue de la libération des personnes en cause.

Il est de notoriété publique que, lors de sa visite au Panama à l'occasion du centenaire de la République, le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique a demandé, au cours de l'entretien qu'il a eu avec la Présidente Mireya Moscoso, que les quatre terroristes soient remis en liberté à l'issue de leur procès.

Dans le cadre de la campagne électorale qui se déroule actuellement aux États-Unis, l'Administration Bush cherche par tous les moyens à obtenir des voix et des fonds auprès des secteurs les plus réactionnaires de la population d'origine cubaine de l'État de Floride. Cette Administration a largement démontré que, pour atteindre ses objectifs politiques, elle ne s'embarrassait pas de considérations telles que l'éthique, la morale ou le droit international.

Hélas, la Présidente du Panama, au mépris souverain du noble combat contre le terrorisme que mènent tant de gouvernements et de peuples du monde, fait fi de la justice, ignorant les victimes des actes scélérats de ces terroristes, le peuple cubain, le peuple panaméen et tous ceux qui se livrent à une lutte légitime contre ce fléau qui ravage la planète.

Quant au peuple panaméen, nous lui serons éternellement reconnaissants du soutien et de la solidarité dont il a fait preuve, au cours de ces longues années, à notre égard. Le peuple et le Gouvernement cubains sauront toujours établir une distinction entre l'héroïsme du peuple panaméen et la perfidie de ses dirigeants.

Le Gouvernement révolutionnaire cubain, s'exprimant au nom des proches des victimes des actes de terrorisme perpétrés par ces assassins et au nom du peuple cubain tout entier, lance un appel à l'opinion publique internationale et aux gouvernements du monde entier, afin qu'ils condamnent cette décision insensée de Mireya Moscoso et s'y opposent.

Enfin, nous tenons à prévenir, dans les termes les plus énergiques que, si la décision prise n'est pas rapportée et que les abominables criminels précités soient graciés, les relations diplomatiques entre la République de Cuba et la République de Panama seront automatiquement rompues à l'instant même où l'acte se produira.